

Aurélien Bernier : "Après la mondialisation heureuse, on nous fait croire au localisme heureux"

□ Collaborateur régulier du **Monde diplomatique**, ancien militant d'Attac et habitué du **Comptoir**, Aurélien Bernier s'inscrit dans le courant de la démondialisation et de la décroissance. Depuis plusieurs années, il développe une critique de la mondialisation et de l'Union européenne en réaffirmant le rôle de l'État et de la souveraineté populaire comme instruments de reconquête démocratique. Dans son dernier livre, "L'illusion localiste" (éditions Utopia, 2020), il pointe les écueils des discours qui surinvestissent le local et, en jouant le local contre le national, abandonnent la perspective d'une alternative globale au modèle néolibéral.

Le Comptoir : À l'heure où la mondialisation est de plus en plus contestée et où l'idée européenne fait de moins en moins rêver, le local semble constituer le nouvel horizon au sein duquel pourraient se développer des alternatives démocratiques, écologiques et sociales. Comment expliquer ce consensus ?

➤ **Aurélien Bernier** : Le localisme fait effectivement presque l'unanimité dans la classe politique et dans le monde militant, mais ce consensus cache des motivations très différentes. Pour la gauche écologiste dont je fais partie, il faut reconnaître que l'échelon local est souvent le seul moyen d'agir concrètement et d'obtenir des résultats. Face à la mondialisation, à l'Union européenne et à l'État libéral, nous sommes pour l'instant dans une position défensive et bien souvent en situation d'échec, y compris quand les mobilisations sociales sont puissantes, comme sur les mouvements des Gilets jaunes ou des retraites. Nous ne parvenons pas davantage à construire un débouché politique national aux luttes sociales, ce qui est assez déprimant. L'action locale¹, elle, peut produire des résultats concrets et à relativement court terme. Par contre, par leur nature même, les actions "de proximité" ont une portée limitée et le reconnaître n'enlève absolument rien à leur valeur ni au mérite de celles et ceux qui les portent. Ce qui me gêne dans certains discours localistes progressistes, c'est la survalorisation de l'action locale, comme si la somme de ces actions pouvait nous éviter de penser la prise du pouvoir national et sa transformation. Pour les libéraux, c'est autre chose. Le localisme est utilisé comme un rideau de fumée pour tenter de minimiser les responsabilités et les conséquences écologiques et sociales du capitalisme. Puisque plus personne ne croit à la "mondialisation heureuse", on essaie de nous faire croire au "localisme heureux".

On prétend que la solidarité s'organise mieux "par en bas" plutôt qu'au niveau étatique, que protéger l'environnement est une affaire avant tout locale, que la commune est un lieu privilégié d'exercice de la démocratie et de compromis social. Il s'agit tout simplement d'un des plus grands mensonges politiques de notre époque. Les libéraux ont délibérément opéré une concentration des pouvoirs économiques et politiques pour les placer à l'abri de la souveraineté populaire.

¹ <https://www.bastamag.net/Villes-rebelles-alternatives-transition-relocalisation-remunicipalisation>

Le libre-échange, le poids démesuré des multinationales, le droit de l'Union européenne² sont des déterminants supranationaux qui structurent l'ordre économique et social. L'exercice de la démocratie supposerait en premier lieu de pouvoir opérer des choix citoyens sur les grandes questions politiques. Or, le capitalisme néolibéral nous en empêche.

Enfin, l'extrême-droite prône un localisme identitaire qu'elle articule avec son nationalisme xénophobe. Rien de vraiment nouveau de ce côté-là : il y a plus d'un siècle, Maurice Barrès affirmait déjà que le régionalisme était un ferment du nationalisme. La remise en avant du localisme³ par le Rassemblement national depuis les élections européennes de 2019 lui permet surtout d'afficher une prise en compte de l'écologie à peu de frais.

Dans *l'illusion économique* (1998), le démographe Emmanuel Todd soulignait que l'europhisme, le mondialisme et la décentralisation relevaient d'un même mouvement idéologique qui rejette la nation et affaiblit par-là l'idée d'égalité. À partir de quand la gauche et la droite intègrent-elles les idées localistes ?

➤ La droite a toujours utilisé le localisme dans une optique contre-révolutionnaire et conservatrice. La défense des particularités locales a toujours été un prétexte pour remettre en cause l'égalité des citoyens et attaquer les mécanismes étatiques de solidarité. C'était déjà le cas avec Tocqueville, ça l'est encore avec Macron. Mais pendant longtemps, la droite "oubliait" son discours décentralisateur dès qu'elle accédait au pouvoir central, qu'elle ne voulait évidemment pas partager.



À gauche, deux visions s'affrontent dès le XIX^e siècle : le jacobinisme républicain, qui fait de l'État le garant de l'égalité et de la solidarité, et l'anarchisme, qui voit l'État comme un outil d'oppression au service des puissants.

Longtemps, le jacobinisme l'emporte dans le débat intellectuel et politique. Mais une "deuxième gauche" émerge dans les années 1960, qui rejette le totalitarisme, s'inspire des mouvements contestataires américains et, contre l'État central, revendique la décentralisation et l'autogestion. Même si elle est minoritaire, François Mitterrand a besoin d'elle pour gagner les élections de 1981, et il intègre la décentralisation dans le programme du Parti socialiste. Une décentralisation qui est également demandée par les maires des grandes villes socialistes qui y voient une manière de consolider leur pouvoir local.

"Le localisme est utilisé comme un rideau de fumée pour tenter de minimiser les responsabilités et les conséquences écologiques et sociales du capitalisme."

Mais si François Mitterrand passe à l'acte dès 1982 (avec les lois Defferre qui créent les régions et font du département une véritable collectivité locale), c'est aussi en réponse à la crise économique. Suite aux chocs pétroliers et au tournant libéral qui s'opère, l'économie se restructure, des secteurs d'activité entiers

² <https://comptoir.org/2019/05/09/aurelien-bernier-union-europeenne-surplombe-toutes-les-questions-economiques-et-sociales/>

³ https://www.lepoint.fr/politique/l-ecologie-de-retour-au-rn-localiste-et-tres-identitaire-14-02-2019-2293342_20.php#site

sont délocalisés, le chômage augmente et les dépenses sociales également. Avec la décentralisation, Mitterrand transfère une partie de la gestion de la crise aux départements et aux régions. Il transfère également des budgets, mais pas suffisamment pour couvrir des besoins (aides sociales, soutien aux entreprises en difficultés...) en nette augmentation.

Dès 1982, la décentralisation se fait dans une logique d'austérité.

La décentralisation est souvent perçue comme un progrès ayant permis de rapprocher les citoyens de la prise de décision. Or, vous affirmez que depuis les années 1980, ce processus a surtout encouragé le désengagement de L'État et que la démocratie locale y a régressé.

➤ Effectivement. La droite est plutôt ravie que les socialistes aient voté les lois de 1982. Elle les accuse surtout de leur avoir piqué l'idée : Valéry Giscard D'Estaing promettait la décentralisation pour son deuxième mandat en cas de réélection en 1981. Le chemin étant ouvert par les socialistes, les gouvernements de droite qui suivront n'auront plus qu'à amplifier le mouvement, avec la même recette : transférer toujours plus de compétences aux collectivités locales pour "dégraissier l'État". Dans le livre, je cite de nombreux propos tenus par des politiques de droite, qui sont tout à fait clairs : la décentralisation doit d'abord permettre de réduire le nombre de fonctionnaires d'État, permettre à celui-ci de se recentrer sur ses fonctions "régaliennes". En langage libéral, cela signifie réduire les coûts des services publics et les mécanismes de redistribution entre les citoyens et entre les territoires.

"D'un point de vue démocratique, la décentralisation n'a strictement rien apporté".

Les maires qui estimaient devoir associer les citoyens n'ont pas attendu les lois de 1982 pour le faire. On a connu des expériences formidables de démocratie locale dans les années 1960, on en connaît encore aujourd'hui. Mais la confiscation des pouvoirs par les élites locales a toujours existé elle aussi et n'a pas disparu depuis la décentralisation, loin s'en faut. Surtout, la mondialisation a considérablement limité les marges de manœuvre des collectivités et des territoires. Le droit européen s'impose autant aux régions et aux communes qu'aux États. Le libre-échange place les territoires en concurrence pour attirer les entreprises, ce qui revient dans les faits à se plier à leurs exigences, à tout faire pour devenir "attractif" aux yeux des investisseurs. Ce n'est pas la démocratie locale qui façonne le territoire, c'est l'ordre économique libéral.

Si la décentralisation constitue une réalité, n'assiste-t-on pas au contraire, depuis la Présidence d'Emmanuel Macron à un processus de recentralisation ?

➤ Non, je ne partage pas cette analyse. Emmanuel Macron prépare une énième loi de décentralisation⁴. Il veut transférer de nouvelles compétences aux régions tout en imposant des mesures drastiques d'austérité, ce qui va inévitablement provoquer un recul de l'action publique. Macron fait juste preuve d'un autoritarisme qui énerve les grands élus locaux, d'autant qu'il réduit leurs dotations, donc leur capacité à réaliser des projets ou attribuer des subventions. Ce n'est pas de la "recentralisation" pour autant, c'est de l'austérité imposée.

⁴ <https://www.la-croix.com/France/Politique/Vers-nouvelle-etape-decentralisation-2020-01-08-1201070501>

Là où il y a "recentralisation" par contre, c'est par la métropolisation. Des notables locaux qui hurlaient contre le jacobinisme parisien (en grande partie fantasmé, comme je le montre dans le livre) reproduisent exactement ce qu'ils dénoncent, mais à leur échelle. Les grandes métropoles attirent l'essentiel de l'activité économique, concentrent les équipements et les richesses tandis que bien des zones rurales et des villes moyennes dépérissent. C'est une recentralisation à l'intérieur même de la décentralisation.

Quelle pourrait être aujourd'hui la place de l'initiative locale dans un projet cohérent et global de rupture avec la mondialisation ?

► Je suis convaincu qu'il faut penser simultanément la réforme des institutions nationales et locales et que l'objectif premier doit être d'instaurer une véritable démocratie, de rendre le pouvoir au peuple. Cela signifie que nous devons mettre en place de nouveaux mécanismes de décision, et des propositions comme le RIC ou le renforcement du référendum classique me paraissent très bonnes. À condition toutefois de pouvoir traiter de tous les sujets, y compris (et surtout) des grandes questions économiques et sociales, ce qui suppose de refuser la soumission à l'ordre juridique européen ou aux règles du libre-échange.

Mais avant la décision, il y a le temps de la délibération. Si nous laissons les grands médias et les partis dominants organiser la délibération, le RIC ou d'autres processus de décision en apparence démocratiques risquent de ne mener nulle part. C'est là que le "local" peut avoir un rôle majeur : il peut être la cellule de base de la délibération, qui peut ensuite remonter au niveau national par agrégation. Et que l'on ne se trompe pas : il ne s'agit pas, comme avec la "démocratie participative", de dissoudre les intérêts de classe dans une prétendue "proximité" qui mènerait droit au consensus ; il s'agit au contraire de redonner un pouvoir de délibération et de décision aux classes populaires qui en ont été très largement privées.

Nos desserts :

- [Trouver le livre](#) d'Aurélien Bernier chez votre libraire
- Retrouver tous [nos entretiens](#) avec Aurélien Bernier
- [« On transfère au local la gestion des conséquences de la mondialisation »](#), entretien d'Aurélien Bernier dans *Marianne*
- [Un débat](#) entre Aurélien Bernier et Jean Dumonteil dans l'émission *Interdit d'interdire* sur RT France : "Élections municipales : les solutions sont-elles locales ?"
- Au Comptoir, [« Du 'citoyen du monde' au 'village planétaire' : chronique du capitalisme »](#)